



MONTCLAIR STATE
UNIVERSITY

Montclair State University
**Montclair State University Digital
Commons**

Theses, Dissertations and Culminating Projects

1-2012

Le Catholicisme en France aujourd'hui - en Crise ou en Évolution?

Sarah J. Flynn
Montclair State University

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.montclair.edu/etd>



Part of the [French and Francophone Language and Literature Commons](#)

Recommended Citation

Flynn, Sarah J., "Le Catholicisme en France aujourd'hui - en Crise ou en Évolution?" (2012). *Theses, Dissertations and Culminating Projects*. 836.
<https://digitalcommons.montclair.edu/etd/836>

This Thesis is brought to you for free and open access by Montclair State University Digital Commons. It has been accepted for inclusion in Theses, Dissertations and Culminating Projects by an authorized administrator of Montclair State University Digital Commons. For more information, please contact digitalcommons@montclair.edu.

MONTCLAIR STATE UNIVERSITY

Le Catholicisme en France aujourd'hui – en Crise ou en Évolution?

by

Sarah J. Flynn

A Master's Thesis Submitted to the Faculty of

Montclair State University

In Partial Fulfillment of the Requirements

For the Degree of

Master of Arts

January 2012

College of Humanities and Social Sciences

Department of Modern Languages and Literatures

Certified by:

Dr. Marietta Morrissey

Dean, College of Humanities and Social Sciences

Thesis Committee

Dr. Lois Oppenheim

Thesis Sponsor

Dr. Daniel Mengara

Committee Member

Dr. Rabia Redouane

Committee Member

Dr. Lois Oppenheim

Department Chair

LE CATHOLICISME EN FRANCE AUJOURD'HUI – EN CRISE OU EN ÉVOLUTION?

A THESIS

Submitted in partial fulfillment of the requirements

For the degree of Master of Arts

by

SARAH J. FLYNN

Montclair State University

Montclair, NJ

2012

Introduction

Il existe aujourd'hui en France un déclin au niveau des individus catholiques, au niveau des Catholiques qui pratiquent leur religion, et au niveau également du clergé. « Catholique » en France, c'est juste un mot qui ne signifie rien de plus que le fait qu'on ait été baptisé dans une église catholique et cela ne représente pas les croyances d'un individu, et c'est une tradition qui continue dans la famille. En conséquence, le Catholicisme meurt en France, un pays où il prospérait pendant tant d'années. Dans ce travail, j'expliquerai l'état actuel du Catholicisme en France, retracerai les événements qui ont rendu impossible le développement d'un Catholicisme fort en France aujourd'hui, et j'indiquerai comment les Français pourraient ressaisir leurs racines catholiques.

En France, les retraits, les rassemblements, et les renouveaux charismatiques deviennent de plus en plus populaires en tant que substitution à la messe et à la participation dans une paroisse. Les renouveaux charismatiques sont des tentatives de rajeunir la foi catholique d'une manière non-traditionnelle, où le saint esprit est au centre et des groupes de prières sont importants. Alors, est-ce-que la pratique du Catholicisme a évolué vers une pratique plus privée, a été augmentée ou complétée par d'autres choses ? On pourrait insister sur le fait que le Catholicisme n'est pas en déclin, mais en train de changer; cependant, le Catholicisme est par définition une religion où les pratiquants célèbrent leurs croyances en public. Ainsi, ces nouvelles méthodes de pratique parmi les « Catholiques » contribuent au déclin du Catholicisme. Un élément principal du Catholicisme c'est que la communauté célèbre la messe ensemble.

Aujourd'hui, la population française qui est indépendante et libérale ne convient pas à la doctrine de l'Église. L'avortement, le divorce, et l'homosexualité sont tous acceptables sous la loi, mais vont à l'encontre des enseignements de l'Église. Simplement dit, les gens ont tendance à considérer les vues de l'Église d'une perspective négative ; l'Église a la réputation sévère, démodée.

Le siècle des Lumières nous a donné Voltaire et Rousseau, mais est-ce qu'il a aussi préparé la société en France à l'anticléricisme qui pénétrait la France pendant les années juste avant, pendant, et après la Révolution Française ? La déchristianisation était un effort de supprimer sinon d'éliminer la chrétienté par la législation ou la force. Cela est illustré par l'anticléricisme, la pratique défendue de la religion chrétienne soit en public soit en privé, la fermeture d'églises, le nouveau calendrier qui a remplacé le calendrier chrétien, et la création de nouveaux cultes religieux (le culte de la Raison et le Culte de l'être suprême) (Gliozzo 274). L'Église catholique ne pouvait pas se défendre après ce coup si fort contre elle. Après, il était trop difficile de s'unifier pour avoir du pouvoir politique au début du 20^e siècle (Bosworth 25).

La séparation entre l'Église et l'état existe partout dans le monde occidental ; par exemple, les pères fondateurs des États-Unis insistaient sur la séparation entre l'Église et l'état dès l'établissement de la nation ; mais c'était quelque chose de particulièrement difficile pour la France, un pays autrefois gouverné par des rois chrétiens depuis Clovis en 481 quand les rois étaient élus par Dieu. L'histoire de la France et de l'Église en France était la même histoire jusqu'à la Révolution Française, La Constitution Civile du Clergé, Le Concordat, et les lois Jules Ferry, les événements qui ont mis en marche la séparation.

La laïcité n'est pas une mauvaise philosophie politique, mais la culture française considère la religion en quelque sorte comme une attitude négative envers la France et tout ce que la France représente. Cette vue a été établie en 1905 quand la séparation est devenue concrète. La République a, même aujourd'hui, un grand estime pour l'uniformité.

À partir de la séparation entre l'état et l'Église en 1905 et jusqu'à la Deuxième Guerre Mondiale, la France était divisée en deux : la France catholique et la France laïque. Il y avait ceux qui étaient pour la République et ceux qui étaient contre la République. Si un Français était catholique, il était contre la République. Les laïques, les gens qui ne voulaient pas que l'Église reste financée par le gouvernement, croyaient que la liberté du gouvernement serait limitée par l'Église (Bosworth 14). Ils croyaient que l'Église menaçait le succès, l'efficacité du gouvernement. Pour leur part, les Catholiques croyaient que le gouvernement menaçait leur existence (Bosworth 15). Autrement dit, d'après les laïques, le gouvernement ne pouvait pas agir pour le bien du peuple s'il était toujours conscient du bien de l'Église tandis que le manque du soutien du gouvernement était ressenti par les Catholiques comme un coup contre eux (Bosworth 18).

Le déclin du Catholicisme n'est pas une crise selon certains. Je montrerai que dans l'histoire de la France, l'Église catholique joue un rôle majeur et formatif de la culture, et donc le déclin du Catholicisme est une sorte de crise. Pour préserver la culture et l'histoire de la France et pour unifier les divers individus français, les Français doivent préserver le Catholicisme. Les Catholiques du monde doivent s'intéresser au statut du Catholicisme en France. Si la France perd le Catholicisme, elle perdra une partie d'elle-même. Si l'Église perd la France, elle perdra une partie d'elle-même.

Chapitre 1

Le Catholicisme français de nos jours, guère reconnaissable

La religion se trouve partout dans le monde. Elle joue un rôle dans chaque culture, même quand elle se dirait athée, l'athéisme explique une partie de la culture. La religion est quelque chose de très personnelle — elle est très importante pour certains et pas du tout importante pour d'autres. Les pratiques, les traditions, et la ferveur religieuse changent d'une génération à une autre, d'un individu à un autre, et d'un pays à un autre. Les raisons de ces changements ne sont pas toujours claires.

Les chiffres indiquent que la France est un pays catholique. Le Catholicisme s'y est intimement entrelacé avec l'État au cours des siècles. En fait, la France fut pendant longtemps nommée « fille aînée de l'Église ». Elle a donné au monde de nombreux saints, de papes, de sites d'apparitions, et tant de belles cathédrales. Mais maintenant, le Catholicisme y diminue rapidement et l'on pourrait même dire qu'il est en état de crise. Des événements politiques, la modernité, et de nouvelles valeurs ont contribué au changement de la société et les jeunes sont plus indépendants que jamais. Autant de changements qui renforcent ce déclin. Bref, le Catholicisme n'est plus un pilier de la société française.

Les statistiques qui montrent ce déclin sont étonnantes. Henry Samuel constate que, d'après *Le Monde des Religions*, 51% des Français en 2007 étaient catholiques alors que 67% l'étaient en 2000 et 80% dans les années 90. En 2000, 31% des Français étaient athées, ce qui représente une grande augmentation par rapport aux 23% qu'il y avait en 1994. Le sondage dans *Le Monde des Religions* indique que, des 51% de personnes qui

se déclarent catholiques, seulement 10% assistent aux messes assidûment et il n'y a que la moitié qui croit vraiment en Dieu. La plupart de ces 51% se déclarent catholiques à cause de la tradition familiale et non pas à cause de la force de leurs propres convictions religieuses ; donc, ce n'est pas une riche partie de leur vie, mais un faible lien avec leurs ancêtres.

Le déclin est confirmé par Danièle Hervieu-Leger qui écrit en 1990 que la pratique régulière parmi les Catholiques en France est tombée à moins de 10% et à moins de 4% parmi les jeunes de 18 à 25 ans. Il cite la modernité comme responsable de ce déclin (S17). Seulement 36% des couples français se sont mariés à l'église et moins de la moitié des nouveau-nés sont baptisés (Bentégeat).

De plus, le nombre des prêtres ordonnés diminue. En 1948, il y avait 42.650 prêtres en France. Ce nombre est tombé à 41.600 en 1960, 36.000 en 1975, et seulement 28.000 en 1987. En 2009, il y avait 14, 097 prêtres en France (eglise.catholique.fr). En 1950, mille prêtres avaient été ordonnés, mais depuis 1975 il y en a moins de cent par an (95 en 2009). Ces statistiques marquent la fin d'une organisation religieuse qui a dominé la France pendant des siècles (Hervieu-Leger S18). Ce qui est remarquable aussi c'est que l'âge moyen des prêtres baisse rapidement. En 1965, 24,1% des prêtres avaient moins de 40 ans tandis qu'en 1981 ils étaient 7,4%. Aujourd'hui, un prêtre sur dix a moins de 40 ans et un sur trois a plus de 65 ans. Ce qui est clair, c'est que la civilisation paroissiale disparaît (S17).

En tout et pour tout, seulement 24.000 prêtres vivent aujourd'hui en France et beaucoup sont d'Afrique ou des Philippines, des pays où les ordres continuent à

représenter un style de vie qui offre, à la fois, la possibilité d'une éducation et du respect. Pour améliorer cette crise de vocation, l'Église a lancé une campagne qui s'appelle « Pourquoi pas moi ? » pour attirer les Français aux ordres. En faisant de la publicité sur Facebook en 2010, l'Église espérait attirer l'attention des jeunes hommes, mais répondre à la question de « Pourquoi pas moi ? » reste difficile. La chasteté, les stigmates des scandales sexuels qui frappent l'Église (même si la France n'a pas elle-même vu un seul cas officiel d'abus), et le salaire des prêtres sont autant de raisons qui servent à expliquer pourquoi les jeunes hommes ont de la difficulté à s'engager fermement dans les ordres (King).

Pour améliorer la situation, les ecclésiastes de l'Église ont également distribué 70.000 cartes postales dans des cafés, sur les campus des universités, et devant les cinémas. Sur ces cartes, on voit des hommes élégants et le message « Jesus is my boss » (en anglais parce que c'est à la mode en France) sur le revers de leurs vestons. La campagne cherche à faire comprendre que les ordres sont pour les hommes ordinaires malgré ces obligations extraordinaires. Frédéric Fonfroide de Lafon, créateur de la campagne, a ainsi voulu faire savoir au public que l'Église est moderne et ouverte à tous (Walt).

Il est difficile d'attirer de nouveaux prêtres quand l'importance du rôle du prêtre du village diminue (Birnbaum 219). Il n'est plus une figure centrale pour la communauté. Au temps où toute la France était catholique, le prêtre du village était une personne respectée, bien connue, et importante. En 1997, le nombre de moines et de religieuses était moins de la moitié de ce qu'il était en 1977 (220). Ces statistiques montrent que soit il n'y a plus de nécessité d'avoir des prêtres et des religieuses à cause du déclin des

Catholiques en France, soit le déclin du clergé est proportionnel au déclin des Catholiques en France. Il n'est guère surprenant que les paroisses en France d'aujourd'hui s'affaiblissent. Plusieurs prêtres sont chargés de servir 24 paroisses rurales et la qualité de leur service est donc diminuée. De nombreuses églises sont à vendre et les bancs y sont vides le dimanche. A Dijon, Étienne Ruhajuli, le prêtre du Sacré-Cœur-Saint Jean Bosco, devient triste quand de l'autel il regarde les paroissiens à la messe de dimanche et ne voit que quelques fidèles avec les cheveux gris. Un autre, Joseph Kukla, est prêtre dans 19 paroisses près de Dijon. Il ne peut rendre visite à chaque paroisse que tous les deux ou trois mois (Walt).

Vraiment, l'âge joue un rôle important dans ce déclin du Catholicisme. Les jeunes ne veulent pas devenir prêtres, et ils ne vont pas aux messes non plus. Selon Guy Michelet, « Plus l'âge diminue, plus les indicateurs que nous utilisons manifestent une baisse sensible du religieux. La portion des gens très pratiquants passe de 46% parmi les plus de 65 ans à 14% chez les moins de 25 ans » (610). C'est-à-dire que les jeunes ne pratiquent plus la religion en France et cela contribue au déclin général.

Ainsi, aux États-Unis, comme en France, les Catholiques plus âgés montrent deux ou trois fois plus de probabilité à assister à la messe chaque semaine que les jeunes adultes (24). Cependant, les jeunes Américains vont à la messe plus régulièrement que les jeunes Français. D'après la recherche de Froehle et Gautier, 21% des jeunes adultes aux États-Unis assistent aux messes chaque semaine en comparaison avec le 10% des jeunes Catholiques français (23).

N'importe quel Catholique peut raconter une anecdote qui démontre que les jeunes ne pratiquent plus la religion. Une Française catholique dévouée, Marie-France Guillon, témoigne de ce déclin parmi les jeunes. Elle insiste que les jeunes ne s'intéressent plus à la religion. Elle ne voit que de vieilles personnes quand elle va à la messe. Son petit-fils ne veut pas suivre de cours de religion. Il préfère jouer aux jeux (Samuel). L'absence de pratique de la religion parmi les jeunes est donc flagrante. Pourtant c'est ce qu'on attend d'un enfant.

Il faut lui enseigner que la messe est une partie importante de la religion et un moment important de la semaine si c'est la priorité des parents. Mais, pour un jeune adolescent qui sait la différence entre le bien et la mal, qui peut décider pour lui-même, et qui décide qu'il ne veut pas être catholique, cela contribue au déclin sérieux que nous étudions ici.

Le déclin des Catholiques pratiquants est évident aussi au niveau du déclin des catéchistes en France. Les Catéchistes sont ceux qui enseignent le Catéchisme aux enfants. Au début des années 60, il y en avait 220.000 en France. En 1998, il n'y en avait 55 000, une vraie réflexion du déclin (Delaruelle, Hayden, and Dansette 862).

Malheureusement, le recensement en France n'inclut plus de statistiques religieuses, donc il est difficile de déterminer le nombre exact des Catholiques en France, et leur niveau d'engagement dans l'Église. Sans doute, ces statistiques nous montrent avant tout que ce déclin a commencé il y a longtemps. De plus, elles signalent aux sociologues, aux théologiens, et au Vatican que le Catholicisme en France est en train de voir un grand changement. En bref, la France n'est plus un pays catholique.

En examinant la France dans le contexte mondial, Froehle et Gautier montrent que de 1970 à 1997, dix pays avaient plus de trente millions de Catholiques, et sur les dix, la France a le plus petit pourcentage d'augmentation de Catholiques, seulement 5% en comparaison avec les 24% des États-Unis et les 20% de la Pologne par exemple (4). Le fait qu'il y ait eu, selon Froehle et Gautier, une augmentation du tout contredit certaines autres recherches qui montrent un déclin du Catholicisme partout mais le fait reste irréfutable que le déclin du Catholicisme est une situation unique de la France, où le déclin est le plus affirmé du monde.

Par exemple, Paris contient une multitude d'églises et de cathédrales. Paris est le centre culturel, économique, et politique dans la France ; mais, elle n'est pas le centre spirituel. En fait, il n'y a pas de centre spirituel de la France contemporaine, ce qui contraste avec d'autres villes des pays européens, comme Mount Athos en Grèce, un pays séculaire comme la France, et Braga au Portugal, par exemple. Il y a mille ans, la France avait un centre spirituel le long de la Loire, avec tous ses sites de pèlerinage comme Orléans, Tours, et Saint-Benoit-sur-Loire (Philipps). La France est tombée spirituellement.

Le Catholicisme qui existe encore en France n'est guère reconnaissable parce que les Catholiques en France pratiquent de manière plus individuelle. Ils n'assistent pas aux messes comme au passé. Au lieu d'assister aux messes, ils prient, ils regardent la messe à la télé, ou ils font des pèlerinages. Selon Birnbaum, la religion est devenue plus privée en France. On pratique loin de l'église. On lit la Bible chez soi ou avec des amis et pas à la messe (220). Cependant, la doctrine de l'Église demande à ses membres de pratiquer à la

messe et pas toujours seuls. Est-ce qu'on est vraiment catholique si on n'accepte pas toutes ces doctrines ?

Les manières de pratique plus individuelles que Bentégeat cite sont les retraits, les rassemblements, et les renouveaux charismatiques. Depuis 1970, les mouvements charismatiques deviennent de plus en plus populaires. Aujourd'hui, plus de 200.000 Catholiques font partie de ces mouvements en France. Il y a un déclin non pas du Catholicisme dans son essentielle, mais seulement de la stricte observation du culte, selon Bentégeat. Il écrit que les Catholiques joignent ces mouvements charismatiques pour obtenir plus d'énergie spirituelle. Le Catholicisme « à la carte » remplace le culte uniforme du passé (Birnbaum 219).

Pour quelques Catholiques, ces organisations charismatiques sont supplémentaires à leur pratique catholique, mais pour d'autres c'est le chemin vers une religion non-traditionnelle et pas catholique du tout et ils ne vont pas aux messes. Ils ne complètent pas leurs sacrements non plus. Chacun dans ces organisations fait son propre chemin religieux, donc pas certainement le chemin de l'Église. Quand ces organisations charismatiques insisteront sur le Catholicisme en entier, ils ne risqueront plus de contribuer au déclin de l'Église.

Un Catholique, par définition, n'est pas quelqu'un qui est baptisé dès l'enfance à cause d'une tradition dans sa famille. Un Catholique n'est pas quelqu'un qui prie chez lui et jamais avec d'autres. Alors, être Catholique englobe quoi ? Typiquement, un Catholique soutient toute la doctrine de l'Église, le catéchisme. D'après le catéchisme il est essentiel d'appartenir à une paroisse :

C'est toute la *Communauté*, le Corps du Christ uni à son Chef, qui est célèbre. Les actions liturgiques ne sont pas des actions privées, mais des célébrations de l'Église, qui est 'le sacrement de l'unité', c'est-à-dire le peuple réuni et organisé sous l'autorité des Évêques. C'est pourquoi elles appartiennent au Corps tout entier de l'Église, elles le manifestent et elles l'affectent ; mais elles atteignent chacun de ses membres, de façon diverse, selon la diversité des ordres, des fonctions et de la participation effective (SC 26).

C'est pourquoi aussi « chaque fois que les rites, selon la nature propre de chacun, comportent une célébration commune, avec fréquentation et participation active des fidèles, on soulignera que celle-ci, dans la mesure du possible, doit l'emporter sur leur célébration individuelle et quasi privée » (1140).

Sans aller à la messe, on ne peut pas recevoir l'eucharistie, un élément considérable du Catholicisme. Selon le catéchisme, « L'eucharistie est le cœur et le sommet de la vie de l'Église (1470). Sans l'eucharistie, le Catholicisme n'est guère reconnaissable.

Alors, le déclin du catholicisme est une question de pratique réelle. La croyance sans appartenance est populaire en France dans les années récentes. Les Chrétiens en France croient dans une vie après la mort mais cela inclut une variété d'idées au sujet de l'après-mort, soit la réincarnation, soit un paradis avec Jésus. Dieu lui-même pourrait être le créateur ou une force inclassable, cela dépend de l'individu (Lambert 321).

En somme, le Catholicisme en France est en état de crise. Même le Catholicisme français qui existe est une version réduite. Il n'y a pas assez de paroissiens et il n'y a pas

assez de prêtres. Il est trop privé ; il a perdu le respect des citoyens. Une religion qui une fois prospérait diminue ou elle change rapidement aujourd'hui.

Chapitre 2

La famille est responsable

Pourquoi le manque de pratique de la religion chez les jeunes ? Étudiant le déclin du Catholicisme en France, Michelat a exploré la pratique de la religion au niveau de la famille française. Il déclare que les croyances religieuses sont énormément déterminées par les parents (613), ce qui n'est pas surprenant. Depuis un très jeune âge, les parents commencent à inculquer des coutumes religieuses quotidiennes comme par exemple, les prières chaque soir (Michelat 613). Les statistiques trouvées par Michelat montrent que « l'assistance régulière à la messe est directement liée au fait d'avoir eu des parents pratiquants réguliers » (613). Cela est logique. Les parents font le choix de baptiser leur enfant dans le sacrement catholique. Ce n'est pas une décision de l'individu car il/elle est enfant.

Le baptême est quelque chose de très important chez les Catholiques. C'est une entrée, un accueil symbolique au Catholicisme, le moment où les parents jurent d'élever leurs enfants dans la foi catholique. Les statistiques montrent, pourtant, que beaucoup de Catholiques en France sont baptisés et que c'est le dernier rapport qu'ils ont avec l'Église. En d'autres mots, les parents mettent en marche la pratique de la religion chez les enfants dès un très jeune âge (613), mais la vaste majorité de ces parents n'insiste pas sur la vie catholique de leurs enfants, particulièrement s'ils ne sont pas religieux eux-mêmes, ce qui est le cas de 10% des Catholiques français. Il y a donc un manque de continuité vis-à-vis de la foi dans les générations suivantes.

Michelat a trouvé qu'il est plus probable que les enfants pratiquent le Catholicisme si les deux parents le pratiquent aussi; que cela est un peu moins probable si seulement un des deux le pratique, et encore moins probable si ni l'un ni l'autre ne le pratique. 67% des enfants vont être pratiquants si les deux parents aussi pratiquent régulièrement leur religion. 13% des enfants vont être pratiquants si leurs parents ont une pratique irrégulière. Des parents qui ne pratiquent pas, seulement 4% de leurs enfants pratiquent régulièrement tandis que 29% pratiquent irrégulièrement, 54% ne pratiquent pas du tout et 13% vivent sans religion. Des parents qui sont sans religion, 74% de leurs enfants sont sans religion aussi. Evidemment, la pratique de la religion dépend aussi des autres facteurs, mais la pratique des parents indique déjà beaucoup sur l'avenir religieux des enfants (614).

La recherche d'un bon panorama de Catholiques en France devient plus difficile si l'on considère que l'on peut aller à la messe et à la fois ne pas être bon catholique. On peut être là physiquement, mais pas spirituellement. C'est pourquoi Michelat a trouvé des chiffres significatifs et les a obtenus non pas en demandant seulement « Est-ce que vous êtes catholiques ? », mais en précisant, « Vous vous déclarez catholiques. Combien de fois est-ce que vous allez à la messe pendant un an ? Croyez-vous en Dieu ? » (623).

Le problème avec les sondages et les enquêtes c'est que si on dit « oui, je suis catholique, » cela peut vouloir dire que l'on était baptisé pour continuer la tradition catholique de la famille, et c'est tout. Si une revue publie que 51% des Français sont catholiques, cela ne révèle rien de significatif sur la pratique de la religion. Il faut demander combien parmi eux assistent aux messes chaque semaine, combien suivent tout le catéchisme et combien négligent des portions qu'ils n'aiment pas. Il faut donc se

poser la question de savoir combien sur les 51%, sont des « Catholiques de Cafeteria, » pour faire référence à un terme utilisé fréquemment aux États-Unis pour décrire un individu qui choisit de ne soutenir ou pratiquer que ce qui lui plaît dans le dogme.

Michelat note que

« ...plus augmente la fréquence de l'assistance à la messe, plus s'élève la proportion de ceux qui se déclarent croyants convaincus. C'est le cas de 86% des dominicaux et 68% des mensuels. Les pratiquants occasionnels se sentent surtout croyants convaincus ou par tradition. On observe que seulement 55% des sans religion se déclarent incroyants » (623).

De plus, sur le 19% des Français les plus croyants, 30% n'assistent jamais à la messe (623).

Pour préserver le Catholicisme en France, il faut réparer la dynamique familiale. Les parents ne doivent pas continuer seulement la tradition de religion dans leurs familles, mais la foi trouvée dans le Catholicisme qui donne la force à la famille. Il y a un manque de substance dans la « pratique » non seulement chez les jeunes, mais chez les adultes aussi. Le Catholicisme est une communauté, et la famille est la version la plus petite d'une communauté ; c'est la communauté où le Catholicisme commence.

Chapitre 3 – La Catholique moderne, un oxymoron ?

Juste avant le commencement de la Troisième République, une nouvelle communauté d'anthropologues a été formée à Paris. Ces anthropologues voulaient transformer la France en un pays antireligieux et complètement scientifique. Leur mission : éliminer la religion et la remplacer par la science. Leurs armes : une nouvelle science, l'anthropologie (Hecht 2).

Le gouvernement et le public leur ont donné du soutien moral et financier en assistant à leurs conférences, en achetant leurs livres, en construisant leurs écoles et en lisant leurs journaux. Ceux dans la société qui étaient contre le conservatisme, contre le droit, se ralliaient à eux. Les sécularistes pragmatiques qui voyaient le lien entre l'église catholique et les conservatistes, et donc étaient contre l'Église, voyaient aussi que ce groupe d'anthropologues serait un allié utile (Hecht 2-3).

La Société d'autopsie mutuelle, une communauté des anthropologues de libres pensées à Paris avec la mission d'employer des rituels scientifiques pour la communauté athée, remplacerait les rites religieux, les rites de la mort. Ceux qui se joignaient au groupe acceptaient que leurs corps ne soient pas enterrés à la mort. Ils proposaient de donner leurs corps aux scientifiques qui effectueraient une autopsie pour servir la science ; ce serait une dissection au nom de la science. Ils espéreraient éprouver des hypothèses scientifiques, guérir des maladies ; ils avaient toutes sortes de bonnes intentions. Ils pensaient fournir une connexion entre la vie d'un individu et le progrès du monde, c'est-à-dire que la vie serait riche même en l'absence de la religion, en l'absence d'une croyance en Dieu et la vie après la mort. (Hecht 7).

Ces anthropologues et leur popularité ont motivé les athées du pays à trouver le courage de rompre avec l'Église et ils se tournaient vers ce groupe qui leur donnait la structure et la continuité des rites, comme celle d'un confesseur avant la mort et l'autopsie (Hecht 7). Ces anthropologues ont renforcé le manque de croyance en Dieu en France à l'époque. Les anthropologues, ces libres-penseurs ou matérialistes scientifiques, n'ont pas été les seuls à détruire le Catholicisme en France ; cependant, ils servent d'exemple excellent de la modernité qui débutait à la fin des années 1800 et qui continue aujourd'hui.

Aujourd'hui, la population française devient de plus en plus libérale ; par conséquent, les Français ne sont pas d'accord avec la doctrine de l'Église en général. L'Église qui est anti-avortement, anti-contraception artificielle, et contre l'homosexualité est opposée aux sentiments modernes et ne peut pas avoir rapport avec le citoyen typique. Simplement dit, les gens ont tendance à considérer les vues de l'Église d'une perspective négative ; ils croient que les opinions tenues par les représentants de l'Église sont démodées. Le Catéchisme n'a pas de place dans leur vie moderne.

Le déclin de la religion est plus visible en France qu'ailleurs. Le sécularisme et le modernisme ont causé ce phénomène. Les institutions religieuses avaient perdu de l'importance peu à peu dans la société (Hervieu-Léger S15). Beaucoup de sociologues avaient indiqué que les institutions religieuses manquaient de crédibilité dans notre monde moderne (S18).

Depuis la Révolution, Les Républicains, ceux qui luttent pour la tradition séculaire, voient le déclin de la religion en France comme un grand pas sur le bon chemin. Pour

eux, le Catholicisme est synonyme du « refus de Raison et de l'encouragement d'obscurantisme » (Hecht 309). Ils s'accordent plus avec les intellectuels qui prétendent que la fin de la religion est obligatoire pour faire avancer la science (Hervieu-Léger S18). De plus, il existe depuis le 19^{ème} siècle en France l'idée que le Catholicisme est une institution dans laquelle on peut se cacher, recevoir du confort, céder à l'autorité. D'après les Républicains, les Catholiques avaient peur des nouvelles découvertes de Charles Darwin, et la religion aidait à adoucir la peur. À leur avis, les Catholiques étaient faibles (Hecht 309).

Aujourd'hui, les régions de la France qui sont les plus « désaffectées », c'est-à-dire les régions où les gens ne pratiquent pas la religion, sont les régions qui sont énormément actives sur le plan économique. Ce sont les régions où l'on trouve beaucoup de communication et d'échanges commerciaux. Elles sont les ports ou les grandes villes, les endroits où le commerce prospère. Par contre, les régions rurales, celles qui sont isolées de l'industrie et qui manquent de l'économie et de la modernité, sont les plus « dévouées » (Hervieu-Léger S17). Les termes « désaffectés » et « dévoués » sont deux des quatre classifications de Catholiques pratiquants créées par Fernand Boulard au début du 20^e siècle pour décrire les moins pratiquants et les plus pratiquants (S16).

Danièle Hervieu-Léger démontre que la modernité n'est pas forcément opposée à la religion ; en fait, la religion s'adapte au monde qui change continuellement. La modernité et la religion travaillent ensemble aujourd'hui pour remplir les vides laissés par l'un ou l'autre. Le mouvement charismatique, par exemple, fournit aux participants la possibilité de pratiquer en privé. L'accent est mis sur la satisfaction psychologique de

l'individu, non pas sur la doctrine de l'Église. La pratique de la religion est plus privée que jamais, et cela c'est l'adaptation de la religion à la modernité (S18).

D'une certaine façon, la modernité est clairement opposée au Catholicisme mais l'Église n'est pas complètement opposée à certains aspects de la modernité. Par exemple, le Vatican II c'était un effort de rétablir la crédibilité à l'Église dans une culture contemporaine. Le Vatican II était un conseil œcuménique qui avait comme but de déterminer comment il pouvait changer la liturgie pour refléter les changements dans le monde, d'un point de vue social, économique et politique.

Pour unifier l'Église et les gens, le Vatican II a institué des changements dans la liturgie. Le peuple était content de participer davantage à la messe et d'être maintenant au centre de la messe. Le prêtre n'est plus le seul foyer ; l'accent est désormais sur la communauté. Le vernaculaire remplace le latin pour mieux inclure la paroisse dans la célébration de la liturgie. Le Vatican II voulait exprimer que les paroissiens sont au centre de l'Église avec la hiérarchie ecclésiastique, mais ce n'en était pas assez pour satisfaire la culture contemporaine.

À propos de l'opposition de la modernité au Catholicisme, l'avortement était légalisé en France en 1975. En 2001, la loi a été changée pour faciliter l'accès des Françaises à l'avortement ; il y a eu, notamment, une augmentation de dix à douze semaines de la durée de gestation maximale légale, et les mineurs ne doivent plus obtenir le consentement de leurs parents. En 2005, 14,3 femmes sur 1.000 âgées de 15-49 ans ont terminé leur grossesse. En comparaison avec les autres pays européens de

l'ouest, c'est un taux élevé. Le nombre de femmes ayant avorté plus d'une fois augmente fermement (Rossier et al. 443-444).

Enfin, l'avortement est accessible et assez répandu en France. Dans ce monde moderne, la science et l'individu sont plus importants que la moralité dans la société. L'accent est mis sur la liberté de choisir et l'amélioration du standard de vie. L'Église est strictement opposée à l'avortement, alors, la modernité qui sature la France laisse peu d'espace au Catholicisme. Selon le Catéchisme :

La vie humaine doit être respectée et protégée de manière absolue depuis le moment de la conception. Dès le premier moment de son existence, l'être humain doit se voir reconnaître les droits de la personne, parmi lesquels le droit inviolable de tout être innocent à la vie (cf. CDF, instr. " Donum vitæ " 1, 1).

L'Église est fermement contre l'avortement. En général, les Français rejettent l'austérité de l'Église au sujet du code moral.

Comme l'avortement, l'homosexualité va contre l'Église. Entre 2002 et 2003, il y avait une hausse de PACS. Un PAC (pacte civil de solidarité) est un contrat signé par un couple qui habite ensemble et reçoit presque tous les avantages du mariage sans être marié. Les PACS sont en place depuis 1999. En mars 2002, il y avait 2,7 femmes qui habitaient en couple non-marié. Pour signer un PAC, le couple peut être hétérosexuel ou homosexuel, mais il y en a beaucoup plus qui sont hétérosexuels (Prioux 598). Néanmoins, l'Église est contre la cohabitation de tous les couples non-mariés. La société est plus clément envers les souhaits des gens, et à cause de cela les gens se

détournent du Catholicisme et retrouvent du confort dans une société où les règles sont moins sévères.

Alors, les exemples les plus profonds de la distance entre l'Église et la société se trouvent dans la science moderne. Sans doute, le progrès dans la sphère biologique a fourni à l'Église le devoir de déterminer ce qui est moral parmi ces nouveaux développements. Elle a jugé la moralité de la contraception, de l'avortement, de la fécondation in vitro, et bien davantage, mais les conclusions ne sont pas au plaisir du public.

Dans l'introduction de *Donum Vitae*, la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, une organisation qui fait partie de la hiérarchie catholique, a déterminé qu'il y a un impératif moral à placer la science et la technologie au service de l'individu, que la science et la technologie ne sont pas neutres au point de vue moral (ce qu'on peut faire n'est pas ce qu'on devrait faire), que le corps consiste de plus que d'organes et tissus bien organisés ; nous sommes différents des animaux, que la procréation humaine ne doit être que dans un mariage entre le mari et la femme, et que la vie humaine doit être absolument respectée (O'Leary 225).

Evidemment, la plupart des techniques pour faciliter la fécondité ne sont pas permises sous la loi de l'Église. Mais cette position n'était pas facile à défendre, car d'abord, les philosophes et même les théologiens catholiques étaient divisés à propos de si la vie commence à la conception. Est-ce que les zygotes, sont des êtres vivants ? Si oui, la fécondation in vitro n'est pas morale car, d'habitude, beaucoup de zygotes sont perdus pendant le processus de fécondation in vitro (O'Leary 224). La Congrégation pour

la Doctrine de la Foi a décidé qu'une vie commence quand le noyau d'un ovule et le noyau d'un spermatozoïde se fusionnent. En outre, les procédures médicales ne doivent pas remplacer l'acte conjugal dans la création de la vie (225).

La congrégation admet que la fécondation in vitro aide des couples mariés qui ne peuvent pas concevoir, mais ils ont néanmoins résolu que le couple ferait mieux de considérer l'adoption ou d'accomplir quelque chose dans leur vie professionnelle pour se sentir accompli, des solutions froides pour ceux qui désirent leurs propres enfants (O'Leary 227). En fait un grand nombre de couples catholiques et une majorité de théologiens ont une attitude contestataire. La conclusion de l'Église semble hypocrite quand elle valorise hautement la paternité et la maternité (228).

Plus que la fécondation in vitro, la contraception provoque une forte réponse du public et de la population catholique depuis le début. Le pape Pie XI a écrit dans *Casti Connubii* que la contraception artificielle est un péché (O'Leary 184). Dans les années 1960, la pilule est devenue populaire et pour la plupart des Catholiques, elle était si semblable à la « méthode rythmique » permise par le Vatican qu'ils ont attendu son acceptation.

Même la Commission Papale sur la contraception, créée par le Pape Jean XXIII, puis recréée par le Pape Paul VI, a trouvé que la pilule doit être permise pour les couples mariés. Elle fut chargée de la mission d'explorer la moralité de la pilule. Après deux ans, le Pape a agi contre la conclusion de la Commission et la majorité des ecclésiastiques et il a interdit la pilule (O'Leary 185).

Le Pape Paul VI a écrit *Humane Vitae*, une lettre encyclique, dans laquelle il a annoncé ses conclusions sur la sexualité et la reproduction, et c'est dans cette encyclique qu'il a expliqué l'interdiction de la contraception artificielle. Après sa publication, le monde était étonné et furieux ; on pensait qu'après le Vatican II l'Église allait continuer à assouplir ses positions sur ces sujets modernes. Plus de 80% des couples catholiques ont ignoré la position de l'Église sur le sujet de contraception (O'Leary 187).

En Europe et en Amérique du Nord, les Catholiques ont protesté, et ces protestations ont mené à toutes sortes de débats qui ne sont pas limités à la contraception. L'infaillibilité du Pape, la nature du dogme, l'obéissance à l'autorité ecclésiastique étaient toutes mises en doute comme jamais vu (O'Leary 187).

La science et le progrès sont souvent vus comme ennemis de la religion. Les Catholiques contribuent au progrès de la science depuis Galileo à nos jours. Historiquement, c'est un devoir difficile de combiner les deux, de défendre la théologie et la science en même temps. L'Église doit-elle modifier toutes ces fondations pour attirer plus de monde ? Est-ce qu'il faut changer tout le catéchisme ? Il semblerait que dans une certaine mesure, que cela soit nécessaire.

Chapitre 4 – Liberté, Égalité, Fraternité, mais pas pour les Catholiques ?

Voltaire a écrit, « Tout homme sensé, tout homme de bien, doit avoir la secte chrétienne en horreur » dans son conclusion d'*Examen important du Milord Bolingbroke*. Cette phrase est signe de l'anticléricalisme populaire juste avant, pendant et après la Révolution. Sous l'Ancien Régime l'Église était vraiment corrompue ; l'aristocratie a mis en péril la mission spirituelle de l'Église car l'Église était quasiment une marionnette de la monarchie. Pour le peuple alors, l'Église était l'ennemi.

Les événements de la Révolution expliquent la chute de Catholicisme aujourd'hui. C'est difficile pour une personne du 21^e siècle de croire que la religion et le gouvernement d'un pays peuvent être liés si intimement, mais l'Église et l'état étaient interdépendants en 1787. Toutes les cérémonies politiques (l'accession d'un monarque au trône, l'exécution d'un criminel, etc.) commençaient avec une messe ou un Te Deum (McManners 5). Imaginez si aujourd'hui le président insisterait que l'Assemblée fasse l'eucharistie avant de voter une nouvelle loi, ou que le public célèbre une messe après une élection ; quelle indignation en résulterait !

À la veille de la Révolution, l'état a assuré que les Catholiques étaient les seuls permis à pratiquer en publique, et c'est l'état qui avait le devoir de surveiller le paiement des dîmes et de l'observation des vœux monastiques. Des lois contre le blasphème étaient appliquées et la suppression des livres qui menaceraient la religion ou la conduite morale était renforcée par l'état aussi (McManners 6).

À cause de ce rapport entre L'Église et le gouvernement, l'Église Gallicane a fourni des positions très honorables et lucratives où la couronne pouvait placer ses amis

aristocrates ; en fait, l'aristocratie a monopolisé les positions hautes de l'Église et a gagné pas mal d'argent en conséquence. De cette façon, L'Église et l'état avaient un rapport symbiotique. Malheureusement, ces aristocrates n'étaient pas particulièrement zélés. Louis XVI a déclaré qu' « Au moins, l'archevêque de Paris doit croire en Dieu » en parlant de Loménie de Brienne (McManners 16).

Ce rapport symbiotique a donné à L'Église une richesse extraordinaire. Elle possédait 6-10% des terres en France (et le peuple, par rumeur, croyait que l'Église en possédait beaucoup plus, un tiers ou la moitié du pays) et des revenus qui pourraient payer deux salaires par prêtre. L'Église possédait une richesse inimaginable, une richesse qui inclut les dîmes des paroisses. Bien sûr que l'Église finançait des hôpitaux, des écoles, et dépensait suffisamment d'argent sur la charité, mais ce fait était minimisé et elle avait néanmoins plus d'argent que nécessaire (McManners 6-7).

Cependant, des scandales financiers ont frappé l'Église Gallicane. Elle a divisé son argent parmi les aristocrates qui occupaient des positions ecclésiastiques et une moitié ou davantage de profits issus des monastères était envoyée à l'abbé *in commendam*. Cet abbé était courtisan sans obligations ecclésiastiques, ou il occupait n'importe quelle autre position dans l'Église, mais injustement, il gagnait cet argent pour compléter son salaire qui était déjà immense. Un abus dans les rangs de l'Église comme celui-ci était trop commun et trop bien connu, et on pensait qu'une révolution serait la seule solution qui réformerait rapidement et totalement les injustices de l'Église (McManners 10).

À cause des injustices dans l'Église, l'anticléricalisme est né en France. Même à côté d'un anticléricalisme qui augmentait, le but des révolutionnaires n'était jamais de ruiner le Catholicisme en France. En fait, tout le monde a accepté que l'Église Gallicane soit toujours l'Église nationale sans doute. Même Rousseau, philosophe et jacobin, voulait une religion nationale. Tous ont supposé qu'après une révolution, l'Église et l'état travailleraient encore ensemble mais avec plus d'égalité. Un état laïc, et une religion indépendante étaient hors de question à ce point (McManners 13-14).

Au sujet de réforme dans l'Église Gallicane, les gens ordinaires et le clergé étaient d'accord que le revenu de l'Église doit appartenir au clergé, non pas aux drones de l'état. À l'époque, les individus qui recevraient les dîmes seraient les propriétaires féodaux dans la majorité des paroisses, et ils ne payaient guère assez au clergé. Donc le clergé demeurait dans la pauvreté et ceux qui sont devenus riches étaient des propriétaires laïcs et aristocrates. Les évêques, élus par la couronne, jouissaient de richesse extraordinaire, de despotisme et de manque de responsabilité. Ni les curés ni le peuple n'étaient satisfaits de la situation financière de l'Église (McManners 15).

Le clergé a vu une lueur d'espoir dans sa situation financière et autre quand il a obtenu le droit de voter grâce à Jacques Necker, ministre des finances. Il a aussi doublé la représentation du clergé dans Les États-Généraux, une assemblée comprise de nobles, du clergé, et des citoyens ordinaires (McManners 17). Ce petit succès n'a pas duré car le 20 juin 1789, le peuple a formé l'Assemblée Nationale qui a exclu la noblesse et le clergé, mais la plupart du clergé a pourtant soutenu la voie révolutionnaire. Le peuple a décidé de rester unifié en signant le Serment du Jeu de Paume. Le 26 juin, l'archevêque de Paris était attaqué dans son attelage, le premier cas de violence contre le clergé. Des

événements révolutionnaires ont suivi rapidement, et le Catholicisme, par hasard, était au centre du chaos révolutionnaire (McManners 22).

L'avenir de l'Église était au caprice de l'Assemblée. En ce moment, il n'existait pas de souci à leur part, car l'Assemblée était, dans sa vaste majorité, composée de Catholiques qui voulaient sincèrement que l'Église soit réformée. Après la chute de la Bastille, l'Assemblée s'est installée à Paris où les membres étaient entourés par la peur et l'instabilité d'une population énormément anticléricale ; une spirale désastreuse de destruction ecclésiastique a suivi. (McManners 23-24).

Par exemple, en août 1789, l'Assemblée a aboli les dîmes, mais tout de suite après elle a reconsidéré cet acte parce qu'elle avait besoin d'argent pour financer l'Église. Le 10 octobre, l'Assemblée a voté pour donner la responsabilité à la nation de maintenir la terre de l'Église, et avant mai 1790 une confiscation presque complète était accomplie (par coup du sort, des capitalistes ont acheté la propriété aux enchères et la France n'a pas obtenu beaucoup de propriété). Par conséquent, la nation était responsable de payer les salaires du clergé. Alors, le clergé est devenu dépendant de l'état et détaché complètement de leur ancienne vie. Les capitalistes qui ont acheté la propriété étaient aussi dépendants du succès de la Révolution, et plus probables de défendre la nouvelle constitution. De plus, puisque le clergé n'avait aucune propriété, il ne pouvait pas s'identifier comme une société intérieure, et les sociétés hors de la nation étaient désormais interdites. Alors, la vente de propriétés ecclésiastiques a fait du sens sous tous les angles aux yeux de l'Assemblée (McManners 28-29). Cette perte de propriété a affaibli l'Église énormément.

Effectivement, les gens ont utilisé la nouvelle propriété pour conduire des réunions. Ils aimaient ce sentiment de sacrilège dans la vie quotidienne ; l'anticlérisme augmentait. Emmanuel-Joseph Sieyès, abbé et homme politique, a dit à l'Assemblée « Ne pouvez-vous pas oublier votre animosité pour le clergé un seul moment ? » C'était trop difficile pour les gens de mettre de côté les scandales de l'Église du passé. (McManners 28)

Le prochain coup contre le Catholicisme était Le décret Treilhard. En février 1790, il a éliminé la reconnaissance officielle des vœux monastiques. Il a interdit de nouveaux vœux, une conséquence dramatique de l'idéologie populaire à l'époque. Les richesses historiques des monastères pendant que le citoyen typique n'avait pas assez de pain ont aggravé la frustration contre les moines. Une croyance populaire (et un thème populaire dans les romans et au théâtre) à l'époque c'était que les vocations monastiques étaient forcées, et que les moines ne participaient pas à la société ; ils étaient sans valeurs (McManners 31).

L'évêque de Clermont a insisté que la première étape en détruisant l'Église c'était d'attaquer les moines et les religieuses Un grand nombre de moines a quitté les monastères pour une pléthore de raisons. Ils étaient contents d'avoir leur liberté et il semblait que c'était inutile de rester dans les monastères qui semblaient condamnés. Tristement, les moines, vus comme inaptes, n'avaient plus d'influence dans la société. Les nonnes sont restées dans leurs couvents pour la plupart ; l'Assemblée leur a donné une pension raisonnable. (McManners 34-35).

En avril 1790, Dom Gerle, un religieux, a présenté à l'Assemblée une proposition qui assurerait que le Catholicisme deviendrait la religion nationale, mais c'était rejeté (McManners 36). La situation était déjà misérable chez le clergé et le Catholicisme, mais elle est devenue pire après la Constitution Civile du Clergé, promulguée en Novembre 1790.

D'abord, il semblait que la Constitution Civile du Clergé, qui établirait une Église nationale, assurerait plusieurs bénéfices au clergé. Les diocèses étaient réorganisés pour être plus logiques, et pour mieux organiser la population. Les prêtres et les évêques recevraient un salaire juste d'après leur niveau de responsabilité. Les évêques seront choisis par les électeurs et les curés pourraient choisir leur propre vicaire (McManners 39).

Cependant, beaucoup de paroisses étaient fermées à cause de la réorganisation. À Paris, 33 paroisses sur 52 sont restées ouvertes. Les élections n'étaient pas justes ; au lieu d'être élu par des synodes, si un membre de l'Assemblée assistait à la messe qui ouvre la réunion, il pouvait voter. Comme ça, un curé pourrait être élu par un groupe de protestants, philosophes ou n'importe qui d'autre qui n'avait pas d'enjeux sur le résultat, et qui ne sait rien de la paroisse (McManners 40).

Le clergé et les évêques ne détestaient pas assez la Constitution pour la rejeter. Pour le clergé, le seul obstacle majeur était que l'Assemblée n'a pas consulté le Pape. L'Assemblée, avec son nouveau pouvoir, croyait que c'était indigne de consulter le Pape ou qui que ce soit d'autre. Le 22 juillet 1790, Louis XVI a permis la Constitution Civile

mais il voulait consulter le Pape. Le Pape a déclaré la Constitution Civile schismatique mais Louis XVI n'a jamais publié ce renseignement (McManners 42-43).

En août, le clergé a demandé au Cardinal Bernis, ambassadeur français à Rome, de trouver une solution provisoire avec le Vatican. Bernis, qui n'a pas compris la gravité de la situation, n'a pas agi. Mais, l'Assemblée a prévu que le Pape céderait, car il voudrait éviter un grand schisme (McManners 45).

Le 26 et le 27 novembre les clergés ont appris qu'il serait forcé de prêter serment devant la Constitution Civile avant le 4 janvier. Quand l'abbé Maury a demandé à l'Assemblée si elle pourrait attendre une réponse du Vatican, plusieurs hommes de l'Assemblée ont crié « On est Italien ou Français ? » Avant le 4, un tiers du clergé a prêté serment. Certains ont prêté serment mais sous des conditions qui justifiaient leur décision. Certains prêtres ont prêté serment mais ne sont pas entrés en fonction, ou ils l'ont prêté mais seulement pour respecter l'Assemblée, et pour ne pas faciliter une contre-révolution. (McManners 48). Un curé d'Evron a dit, « Il faut bien vivre » pour expliquer sa décision de prêter serment. Mais il est difficile de généraliser pourquoi certains ont accepté la Constitution Civile et d'autres pas (53).

Alors, la nouvelle Église constitutionnelle a été établie, mais cette nouvelle constitution a provoqué un désaccord parmi les Catholiques en France. Maintenant une division existait, les Catholiques qui était pour et contre l'Église constitutionnelle. Des fois, les paroissiens donnaient une réception froide au nouveau prêtre à cause de leur loyauté à l'ancien curé. Il y avait des instances aussi où la violence a éclaté. En Anjou, des

femmes ont lapidé leur nouvel abbé et elles ont insisté qu'il ne retourne jamais (McManners 60).

La Constitution Civile du Clergé était symbole de patriotisme. Les curés qui n'ont pas prêté serment étaient vus comme contre le succès de la Révolution. Le peuple a accusé la religion d'avoir brisé l'unité nationale et le peuple a craint que le roi puisse utiliser cette division religieuse pour rétablir l'ancien régime (McManners 62).

La seule peine de ne pas accepter La Constitution était de perdre sa fonction. Le clergé n'a pas prévu que son refus assimilerait avec la trahison. En mai 1792, l'hystérie a augmenté et l'Assemblée a promulgué cette nouvelle législation, qu'un prêtre peut être déporté si vingt citoyens le dénoncent. Le 10 août, après la chute du trône, c'était officiel que les prêtres non-jurant doivent s'exiler ou être emprisonnés. Par conséquent, pendant les massacres devant les prisons après la chute de Verdun, trois évêques et deux cent vingt prêtres sont morts. Les meurtriers ont cherché les prêtres pour poser la question, « as-tu prêté serment ? » En fait, le serment dont ils parlaient était un nouveau serment, créé avec le décret de déportation où le clergé pouvait jurer accordance avec la politique religieuse nationale (McManners 67).

Tout ce chaos a eu lieu, mais le résultat était que l'Église Constitutionnelle n'est jamais devenue populaire. Malgré cela, la nation est devenue de plus en plus civique et irréligieuse. En 1790 les baptêmes civiques dans les églises étaient très à la mode avec des gardes qui croisaient leurs épées et les bébés étaient, dans les cas extrêmes, donnés des noms patriotiques comme « Civique Fédérée » (McManners 69).

Après la Révolution, la France est devenue de plus en plus séculaire; les gens célèbres ont donné l'exemple. Voltaire a été inhumé strictement sans clergé (McManners 70). En outre, Mirabeau a publié que les fêtes nationales étaient trop amusantes pour inclure la sévérité de chrétienté (71). Le système d'éducation avait besoin de rehaussement pour exclure la religion et pour mettre l'accent sur la production des citoyens (72). Certains, comme Charles-Alexandre De Moy, voulaient interdire les vêtements cléricaux, le célibat, et imposer un enterrement civique avec un seul thème, le sommeil éternel (McManners 74). «...mourir c'est s'endormir pour la dernière fois, c'est s'endormir sans espoir de réveil » (De Moy).

La déchristianisation de la France était préfigurée par tous ces événements qui se sont passés rapidement: la persécution du clergé, les lois de déportation, et les massacres de septembre. L'état d'esprit en France à l'époque était affolé, irrationnel, désespéré. Les gens des provinces ont commencé ce mouvement de destruction de la religion, pas le gouvernement ; mais, le gouvernement les a suivis (McManners 86).

Par exemple, Joseph Fouché, un représentant en mission en octobre 1793, a livré le décret que la moralité soit la seule religion de France et la souveraineté son dogme. Cette publication a vraiment poussé la déchristianisation à toute vitesse. Il a aussi dénoncé le célibat et il a fait les prêtres non mariés d'adopter un enfant ou une personne vieille (McManners 88).

Un autre représentant notoire, Phillipe Rühl, a tenu une cérémonie à Reims pour fracasser le flacon d'huile bénite qui a été utilisé pour consacrer Clovis. Une colombe a apporté avec elle cette huile du ciel pour sa consécration, donc c'était une action très

grave, très forte, très frappante. D'autres représentants ont suivi son exemple (McManners 88).

Pendant la déchristianisation, un sacrilège était un symbole d'attachement à la destruction de l'ancien monde, de l'ancien régime. Les déchristianisés ont détesté le Catholicisme parce qu'il a entravé la Révolution, donc ils voulaient rendre la société à un état de frénésie contre le Catholicisme pour faciliter le succès de la Révolution et la police n'a rien fait pour maintenir la paix (McManners 88).

La déchristianisation est arrivée à Paris aussi. Le peuple était grisé par sa nouvelle liberté. Les parisiens dansaient nus dans les églises et les cimetières ; ils ont fait des vêtements avec des uniformes choraux. Dans le paysage, quelques villages avaient un officiel déchristianisé qui dirigeait les événements. Dans d'autres villages, l'activité était plus ou moins spontanée. Là où il stationnait un représentant officiel, les prêtres étaient forcés à abdiquer, et des « Temples de Raison » étaient construits. Dans quelques villages, les gens ont manifesté contre le mouvement (McManners 96).

Le mouvement de déchristianisation a pris un sens nouveau après peu de temps. L'animosité contre les Catholiques est devenue une façon de réanimer d'autres rivalités : les riches contre les pauvres, les Protestants contre les Catholiques, et les rivalités personnelles. Instrument de déchristianisation, le nouveau calendrier révolutionnaire, était utilisé pour réduire les éléments de la chrétienté. La déchristianisation faisait boue de neige (McManners 97).

Finalement, tout le monde était d'accord que la nation avait besoin de religion nationale. Le Culte de Raison et Le Culte de l'Être Suprême sont nés. Maximilian

Robespierre, qui croyait dans la religion organisée, a créé un déisme, Le Culte de Raison, pour remplacer le Catholicisme. De grandes fêtes de « L'être suprême » ont eu lieu dans les villes ; c'était une espèce de déisme patriotique. Joseph Fouché et d'autres révolutionnaires ont créé Le Culte de Raison où la raison, la vérité, et la nature sont adorées au lieu de Dieu. Notre Dame de Paris était renommée Temple de Raison.

Une ouvrière parisienne témoigne : « Rien ne peut être comparé à la beauté de cette fête [de raison]. Elle avait l'air d'élever le peuple et le mettait au niveau de sa puissance » (Robiquet 147). Sans doute, le peuple était ravi d'oublier la terreur des événements révolutionnaires. Mais ce que cette nouvelle religion ne pourrait pas assurer au peuple était une consolation au temps des morts, et une magie au temps des mariages et naissances (McManners 105). Les fêtes ne pouvaient pas remplacer toute la richesse de la religion pleine de traditions, de foi, d'amour. À mon avis, c'est la raison clé que le Culte ne pourrait pas survivre après la chute de Robespierre.

Mais qu'est-ce qui est arrivé au clergé pendant la déchristianisation et ces fêtes où les gens célébraient ? Trente à quarante milles de clergé ont émigré. Deux à quatre milles de clergé ont été exécutés et beaucoup plus emprisonnés. Il existe un compte-rendu de seize religieuses guillotonnées à Paris parce qu'elles cachaient un prêtre chez elles, correspondait avec son frère émigré, et d'autres raisons difficiles à justifier (McManners 106-107).

La Révolution représentait la liberté, la justice, et la raison, mais les Catholiques, et surtout le clergé, n'ont pas profité de ces idéaux à l'époque. Le Catholicisme n'a jamais récupéré de la Révolution ; la Révolution est une raison principale que le

Catholicisme est en déclin en France aujourd'hui. Au moins Napoléon a réparé le rapport entre la France, les Catholiques français, et Rome avec le Concordat de 1801.

L'accomplissement principal était de rétablir une coexistence, semi interdépendante entre l'Église et l'état.

Chapitre 5 – L'uniformité à tout prix

Napoléon Bonaparte, homme de sagesse politique, savait aussi que Paris vaut bien une messe. Non, ce n'était pas lui qui a dit cela, mais à son tour, il savait au moins que la France avait besoin de structure après la Révolution, et le Catholicisme ferait l'affaire. Dans sa sagesse, il embrassait le Catholicisme pour s'aider dans les affaires internationales, et il est devenu catholique lui-même pour terminer la guerre de Vendée (McManners 141-142).

La déchristianisation est devenue les religions révolutionnaires, les religions révolutionnaires sont mortes, et les Français ont commencé à embrasser le Catholicisme peu à peu dans leurs vies au début du 19^e siècle. Pour satisfaire la majorité et pour montrer qu'il reconnaît la souveraineté du peuple, Napoléon a créé le Concordat. Sa fonction était simple : déclarer que le Catholicisme est la religion principale de la France tout en autorisant que le mariage civil, le divorce, et la tolérance religieuse. Tout le monde était suffisamment satisfait (McManners 143).

La Constitution Civile du Clergé, qui avait le même but que le Concordat, était trop détaillée, sévère, et appliquée à un serment. Par contraste, le Concordat a offert de l'espace pour disputer un peu, et plus important, il était encore sanctionné par le Pape. Le Concordat était le tout petit commencement de la laïcité française, car Napoléon était explicite en disant que la théologie n'avait rien à faire avec l'état; le Concordat a servi des raisons sociales (McManners 144).

Le Catholicisme a commencé à rétablir l'ordre en France. Les religieuses sont retournées aux hôpitaux et l'état était ravi ! La majorité des enfants était encore

éduquée par les moines et les sœurs ; sur requête de leurs parents, ils recevraient une éducation morale. Le Catholicisme manquait à la France (McManners 145).

La philosophie à la mode était encore de soutenir la religion dans la société. Antoine Rivarol a publié *Discours sur l'homme intellectuel et moral* en 1797, un livre dans lequel il exprime que l'homme a besoin de religion parce que, dans son cœur, il existe une fibre religieuse. Châteaubriand a écrit *Génie du Christianisme*, une œuvre apologétique, une démonstration de l'héroïsme des chrétiens pendant la Révolution. Ses sentiments reflètent les sentiments populaires dans la société de 1802 (McManners 147). Bref, le Catholicisme faisait un retour.

Les changements dans l'éducation en France dans la première moitié du 19^e siècle ont changé ce retour du Catholicisme en France. La loi Falloux, promulguée en 1850, a créé un double système : éducation civique et éducation catholique. Les familles pourraient choisir entre les deux mais l'éducation catholique était le choix prédominant pour l'école primaire. En surface, cela semble juste et équitable, mais en réalité, la rivalité entre l'Église et l'Etat était revigorée car les gens se trouvaient jetés dans ce nouveau monde de démocratie où tout pourrait être disputé (Capéran 1).

Jules Ferry est entré dans la sphère politique, et a changé l'avenir de la France et du Catholicisme en France sur une grande échelle. « De haute taille...la face énergique...grand air de dignité, de gravité, de force calme, » Jules Ferry attirait facilement l'attention d'autres républicains (Capéran 2). Il est malheureux pour le Catholicisme que Ferry n'ait pas été pour la cause de l'Église car « Sa volonté intrépide,

tenace, têtue, stimulée par le goût de la lutte » a bien sur aidé sa cause (3). Il a dit, « Mon but est d'organiser l'humanité sans Dieu et sans roi » (12).

En 1872, Jules Simon était placé au ministère de l'instruction publique par le gouvernement pendant que Ferry occupait plusieurs autres positions au fil des années : maire de Paris, gouvernement de la Défense nationale, Ministre plénipotentiaire de Grèce. Même dans ces fonctions, l'avenir de l'éducation en France était la cause la plus importante pour lui (Capéran 5).

Ferdinand Buisson, principal collaborateur de Jules Ferry, vient de l'extrême gauche du protestantisme. Il a écrit *Manifeste du christianisme libéral*, ouvrage dans lequel il avance l'idée de la séparation complète de l'Église et de l'État. Il voulait éliminer l'histoire sainte dans des écoles, et la remplacer par l'histoire de l'humanité (Capéran 14).

Ferry et Buisson profitaient dans la politique à cause d'une organisation politique, le Franc-maçonnerie. Il ne faut pas sous-estimer l'influence de la Franc-maçonnerie à l'époque. C'était une organisation puissante de républicains antireligieux qui était supportée par la classe-moyenne au 19^e siècle. La plupart des républicains au pouvoir ont appartenaient à ce groupe, donc il est devenu clair que si un jeune républicain voulait entrer dans la sphère politique, il faudrait y participer (Dansette 37-38).

Pendant la Troisième République, les Francs-maçons ne cachaient pas que leur but principal était de déchristianiser la France. Les Francs-maçons qui ont travaillé avec des communautés comme les médecins, les avocats, et les professeurs, ont fait circuler

les idées parmi leurs clients. Ces propagandistes volontaires ont peu à peu inspiré la France à trouver des solutions sociales dans la science et pas dans la religion (en Dieu non plus car les Francs-maçons étaient athées pour la plupart) (Dansette 37, 39).

Les Francs-maçons ont eu un grand succès quand le gouvernement a placé Ferry au Ministère de l'éducation de 1879 à 1883, quatre années pendant lesquelles la France a vu quatre gouvernements successifs. Enfin il avait le pouvoir de créer les lois dont il parlait pendant des années. Le 15 mars 1879 il a introduit une législation, Article 7, qui priverait ceux qui appartenaient aux ordres religieux non autorisés de diriger une institution éducative. Seulement cinq ordres religieux étaient autorisés. Les Jésuites étaient une cible, mais la vaste majorité des prêtres avait perdu la liberté d'enseigner aussi (Dansette 41).

Le 29 mars 1880, Ferry a livré deux décrets qui ont condamné les ordres religieux. À cause de ce décret, tous les ordres religieux ont dû obtenir une autorisation. Pour montrer la solidarité et pour soutenir les Jésuites qui étaient forcés de se dissoudre, les religieux et les religieuses ont refusé de demander l'autorisation (Dansette 43).

En fait, le 29 mars, la police a scellé la porte de la chapelle Jésuite à Paris. Le lendemain elle a crocheté la serrure des prêtres pour les vider de leurs chambres. Les prêtres ont béni les foules. Les Jésuites ont lancé un appel au tribunal mais en vain. 5,643 membres des ordres étaient expulsés de la France, une persécution familière pour les Catholiques de France (Dansette 43-44). Dans les années suivantes, les Républicains éprouaient coupables vis-à-vis de cette expulsion des religieux. Quand ils ont gagné le

pouvoir politique, ils ont fermé les yeux quand les prêtres et les religieuses ont peu à peu réoccupé leurs maisons religieuses (47).

En 1880, Ferry a rapidement accompli plusieurs étapes dans sa quête. Le décret du 18 mars 1880 a accordé aux universités publiques la seule permission d'accorder les diplômes. Le 27 février 1880, les évêques et les pasteurs étaient remplacés par des représentants des universités au Conseil supérieur de l'instruction publique. Le décret du 21 décembre de la même année a permis au ministère d'éducation d'ouvrir des écoles pour filles qui peuvent servir comme des internats aussi. Donc, l'Église a perdu son monopole sur l'éducation des filles de la classe moyenne. Ferry croyait que celui qui influence les femmes contrôle tout, donc il faut empêcher l'Église d'influencer les filles ! (Dansette 48).

Pour accomplir la laïcité au niveau de l'éducation primaire, Ferry savait qu'il était prudent de ne pas demander trop de changements au parlement dans le même décret. Le 16 juin 1881, l'éducation primaire est devenue gratuite. L'injustice pour les Catholiques c'est qu'ils payaient des impôts pour financer les écoles auxquelles ils n'allaient pas envoyer leurs enfants. Cet argument n'a rien accompli (Dansette 49). Aujourd'hui, cette difficulté continue pour les parents des élèves dans les écoles religieuses.

Ensuite, Ferry est arrivé à rendre l'éducation primaire obligatoire de six à treize ans. L'instruction morale et religieuse était remplacée par l'instruction morale et civique. La raison pour la sécularisation de l'éducation, d'après Ferry, c'est que la religion des écoles n'est pas la religion de chaque famille et les écoles ne doivent pas contredire les

parents. Le droit a disputé que la majorité des Français est catholique mais, encore une fois, l'argument n'a pas eu de succès (Dansette 50).

Paul Bert a introduit une proposition de loi qui remplacerait les ordres religieux avec les instituteurs mâles sur cinq ans. Les religieuses allaient être remplacées quand les positions vacantes se produisaient. Cette loi empêcherait les prêtres d'adhérer au comité d'une école aussi. Les Catholiques disputaient que c'était antirépublicain d'éliminer un groupe entier de la population d'une position publique ; mais, malgré cette vérité, la loi était promulguée le 30 octobre 1881 (Dansette 53).

Quand Ferry a refait le système d'éducation, l'Église a rapidement perdu le terrain qu'elle avait gagné plusieurs années avant. Les doctrines antireligieuses ont contribué à cette attaque sur l'Église, mais la raison de ces sentiments antireligieux c'est l'obstination de la part de l'Église sous Pie IX contre la modernité (Dansette 57).

Enfin, Léon XIII voulait réconcilier l'Église avec la République de France. Il a initié la politique qui s'appelait « le ralliement ». Le 12 novembre 1890, le ralliement est devenu public quand le Cardinal Lavigerie a tenu un discours qui incitait les Catholiques à soutenir la Troisième République car, à l'époque, la plupart des Catholiques étaient monarchistes, un sujet de désaccord en France (Ward, 60).

Le ralliement était le sujet central pendant les élections de 1893, quand beaucoup de républicains modérés ont gagné. À cause du ralliement, être Républicain n'était pas synonyme d'être libre-penseur. À la fin du 19^e siècle, la population de France a commencé à imaginer un pays où la religion et le gouvernement pourraient exister séparément, sans s'entraver l'un l'autre, comme aux États-Unis (Dansette 109, 144).

Mais la route devant les citoyens catholiques et non-catholiques restait longue et difficile.

Chapitre 6 – La Guerre des deux Frances

Même après la réforme de l'éducation en France, la séparation entre la République et l'Église ne s'était pas encore réalisée, surtout une séparation de paix de la part des Catholiques et des hommes politiques. En 1904, il n'y avait pas de raison pour la République de maintenir une religion officielle, surtout pendant qu'elle maintenait une attitude hostile envers cette religion officielle, et en même temps, elle n'acceptait pas son chef, le pape. Les Républicains ont de temps en temps pendant des années demandé une séparation finale ; mais, ils étaient toujours dans la minorité (Dansette 220-221).

La majorité avait peur de causer un bouleversement de la vie quotidienne parmi les citoyens. Un mélange paradoxal d'anticléricalisme et de respect pour la tradition guidait leurs vies jusqu'à présent, c'est-à-dire qu'un équilibre existait, un statu quo qu'ils ne voulaient pas déranger. Cependant, la situation religieuse n'était pas idéale ni pour les Catholiques ni pour les sécularistes. Le Concordat était transformé à un « discordât » comme le dit par Clemenceau à cause de toutes les disputes qu'il a créées (Dansette 221-222).

Certains Catholiques voulaient une séparation pour retrouver la dignité que l'Église avait perdue à cause du Concordat. Pour eux, le Concordat était un moyen de mettre le clergé dans une hiérarchie servile. Ces Catholiques constituaient une minorité car cette façon de penser était si différente de leur réalité à l'époque. De plus, une séparation tient la connotation de tragédie à cause de la persécution d'après la Révolution, et le Concordat a payé à l'Église 35 millions de francs par an, un salaire sans lequel l'Église ne pouvait pas survivre (Dansette 223).

En Juin 1903, un comité de 23 personnes a voté en faveur de la réforme. En juillet 1904, le comité a fini le texte, et en août, l'adversaire principal, Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur, est mort. La laïcité officielle semblait tout près. Finalement, le 9 décembre 1905, la séparation de l'Église et l'état était officielle. Mais, encore une fois, l'hostilité envers les Catholiques, qui n'a jamais disparu complètement, est montée comme une vague. Cette fois, c'était dévoilée par la réforme de l'éducation, et fait continuer par la quête pour la laïcité (Dansette 224, 226).

Les Catholiques sont devenus des parias. Ceux qui s'opposaient au gouvernement étaient exclus du service civil et des bourses pour l'université. Les Catholiques pratiquants étaient le pire exemple. Le gouvernement ne cachait pas son dédain ; même le ministre de la guerre, Général André, a classé des officiers de l'armée sous « Carthage » et « Corinth ». Ceux listés sous « Carthage » parce que leurs enfants ont assisté à une école catholique, ou leurs femmes assistaient à la messe, ne pouvaient pas être promus. Et la guerre des deux Frances a commencé : les catholiques contre la République, et les laïcistes pour la République (Dansette 225-226).

Il est plus précis de constater que l'Affaire Dreyfus a déclenché la guerre des deux Frances, a monté l'Église contre la République. Et le mécontentement entre les deux n'a guère eu besoin de véhicule. Les Catholiques et les monarchistes, en général, ont accepté la culpabilité de Dreyfus. *L'Univers Israélite*, un journal juif, a prétendu que l'Affaire représentait le moment opportun pour les Catholiques et certains autres de prendre revanche contre la République et la Raison. Zola disait que l'Affaire faisait partie de la dictature militaire et de la réaction cléricale. Pour la dernière fois dans l'histoire de France les Catholiques français étaient victimes de la mauvaise presse (Dansette 169).

Enfin, il est devenu clair qu'au centre de l'Affaire, les nationalistes et les royalistes ont comploté contre la République, que c'était un coup monté. Dreyfus a souffert, mais les Catholiques ont souffert aussi. Les historiens croient que les Dreyfusards ont gardé le silence pour cacher le fait qu'il existait des Dreyfusards catholiques, et les antidreyfusards ont fait la même chose pour ne pas attirer l'attention. Donc, c'était une conspiration du silence qui est entrée en jeu. Seulement quelques Catholiques ont défendu Dreyfus, mais leurs efforts n'ont pas assez aidé. (Dansette 176-177).

Pendant l'Affaire Dreyfus, l'Action Française est née. C'était un mouvement fondé par Charles Maurras, qui remarquait que l'Affaire divisait la France politiquement. Il croyait que la France avait besoin de Catholicisme avec un accent sur l'autorité de Rome pour rester fort. Le dogme et la discipline du Catholicisme étaient pendant longtemps profitable du pays (Dansette 380).

L'Action Française comprenait des Catholiques et des non-catholiques ; en fait, Maurras lui-même était athée. Ils ont placé une importance sur la société. Ils ont cru que la société est plus importante que l'individu, et ils voulaient un retour au monarchisme. Pour eux, le modernisme et le libéralisme étaient les ennemis principaux de la France (Dansette 380).

Au début, Pie X a considéré l'Action Française un allié. Naturellement, un ressaisissement du Catholicisme l'intéresserait. En 1926, Pie XI a officiellement condamné l'organisation qui a exalté la politique à la place de la religion. L'Action Française s'est opposée au gouvernement établi, et elle a réprimé l'esprit chrétien. Sans expliquer les détails, l'organisation a encouragé la haine et la violence nationaliste.

Maurras menaçait ses adversaires avec violence de temps en temps. L'Action Française a prétendu qu'un complot existait, qui liait Astrid Briand (le premier ministre), au Vatican, et aux allemands (Dansette 383, 389).

Le cycle d'anticléricalisme continuait aussi. Les rumeurs circulaient que le clergé finançait les Allemands pour saisir le pouvoir, et il y avait des affirmations que le clergé ne combattait pas au front dans la Première Guerre Mondiale. Au début de 1916, *La Dépêche de Toulouse*, un journal, a publié que personne n'a vu ni prêtres ni millionnaires dans les tranchées. Ironiquement, la France était le seul pays à envoyer des prêtres et des religieux à la guerre, quarante-cinq milles. En fait, cinq milles prêtres sont morts. Certains prêtres prêchaient que la guerre était la punition pour l'irréligion de la France ; cela n'a pas aidé à arrêter les rumeurs anticléricales (Dansette 330-331).

Heureusement, après la guerre, le respect a commencé à se développer entre le clergé et le peuple, car ils ont combattu ensemble dans la guerre. Aux élections de 1919, les Républicains ont défendu les lois sacro-sanctus (celles qui maintiennent la laïcité). Ils ont mis l'accent sur la laïcité pendant le régime (Dansette 334).

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, les Catholiques français se ralliaient au Maréchal Pétain et à son régime de Vichy. De nombreux prêtres et évêques ont combattu avec lui pendant la Première Guerre Mondiale et donc ont vu par eux-mêmes qu'il était un héros de la guerre pour la France. Ils croyaient que Pétain et le nouveau gouvernement mèneraient à une société hiérarchisée et mieux organisée pour soutenir l'Église. L'Église est longtemps critiquée pour avoir se ralliée avec Pétain. (Fouilloux 112-113).

Aujourd'hui, le consensus parmi les historiens est que l'Église était justifiée dans ce ralliement avec Pétain. L'Église essayait toujours de soutenir celui qui avait le pouvoir politique ; l'obéissance était une partie intégrale du Catholicisme. Le ralliement à Pétain était synonyme de refus des lois laïques aussi. Les politiques adoptées sous Vichy avaient comme but de lier l'Église et le régime un peu (Fouilloux 113-114).

Un autre consensus parmi les historiens a changé en ce qui concerne la persécution des juifs : le Catholicisme français n'est pas responsable du commencement de l'antisémitisme en France. Cependant, il est facile de comprendre que le silence de Pie XII pendant « la solution finale » n'aidait pas la réputation du Catholicisme à l'époque : « Pie XII n'était pas antisémite, mais il participait pleinement cette culture intransigeante tardivement passée de l'hostilité à l'indifférence envers les Juifs » (Fouilloux 122).

L'Église en France a survécu à la turbulence de la première moitié du 20^e siècle mais les événements de l'histoire n'ont pas rendu facile la continuation d'une Église florissante. Les Catholiques français de l'avenir doivent trouver des moyens pour reconstruire le Catholicisme en France.

Conclusion - Solutions possibles et nécessaires

Le déclin du Catholicisme n'est pas une crise selon certains. Je crois que pour les Français, et surtout les Catholiques français, c'est un problème qu'ils devraient résoudre. Dans l'histoire de la France, l'Église catholique joue un rôle majeur de la culture. Si la France perd le Catholicisme, elle perdra une grande partie de sa culture. Cette religion unifiait le peuple pendant très longtemps. Elle peut encore faire de même, à une époque où une identité manque aux Français.

Les Gaulois étaient une seule race, mais aujourd'hui, la France est une petite version de l'Europe entier : un mini-Angleterre dans le nord (la Normandie), un mini-Irlande (la Bretagne), l'Allemagne se trouve en Alsace, l'Italie en Provence, et ainsi de suite. Malgré les multi-héritages, la République de France était fondée sur l'idée que tous est égale ; les ethnies et les minorités ne sont pas reconnues (Barreau 34-36).

Les ethnies et les minorités ne sont pas reconnues, mais la culture française devient de plus en plus régionale, voire diverse, grâce à une décentralisation. Des cultures linguistiques ont été renouvelées en Normandie, Picardie, Basque, Alsace, Bretagne, et la Corse parmi d'autres. Sans parler du nouveau rôle des femmes (aujourd'hui rarement des femmes ménagères) et des homosexuelles, nous n'oublions pas la prééminence des musulmans comme minorité en France. La culture française est aujourd'hui plutôt pluraliste, pas une seule culture (Birnbaum 267).

Je ne suis pas partisane du Front National, l'extrême droite qui cherche à réinstaurer une France purement française, sans autres races, mais il est important de garder la culture traditionnelle de la France, les œuvres et l'histoire qui ont rendu la

France un épicode culturel dans le monde. Une question centrale dans la société française aujourd'hui, c'est « Qui sommes-nous ? »

L'affaire des foulards aux années 80 et 90 a illuminé le débat. Au collège de Creil en Oise, le directeur a renvoyé trois filles parce qu'elles portaient leurs foulards pendant la journée scolaire. Le collège est français et séculaire, et donc la présence de la religion ne s'aligne pas avec l'intégrité du collège. Toutes les autorités religieuses étaient d'accord avec les filles, que les croyances religieuses ne valent pas la punition. Les féministes et certains socialistes et professeurs ont défendu le directeur. Le sécularisme est interprété de différentes manières. Cet épisode a été répété dans plusieurs écoles dans toute la France (Birnbbaum 224-225).

Jean-Marie Le Pen, contre les foulards, a dit que la France était en train d'être colonisé par les étrangères, mais sa seule motivation était de garder l'uniformité de l'identité française. Le Front Nationale (le parti de Le Pen) a gagné dans l'élection législative suivante (Birnbbaum 227). Ce succès du Front National nous montre qu'un nombre appréciable de Français veut mettre en accent sur l'importance de l'identité purement française.

Le Catholicisme nous aide à répondre à la question « Qui sommes-nous ? » La religion est au centre de chaque débat concernant l'identité depuis des années. Si la religion est si importante dans la définition de l'identité, pourquoi pas unifier le pays sous le Catholicisme. Je ne dis pas que toute la France doit se convertir, mais que la République devrait permettre à l'Église de guider le peuple.

Je propose que la France sauve le Catholicisme, le ressaisit, le redéfinit. J'ai mes propres croyances religieuses, mais je cite des choses plus tangibles pour ceux qui ne croient pas. Le Catholicisme est le chemin le plus logique pour réaliser une identité nationale française forte. Le Catholicisme donne un exutoire pour redécouvrir l'histoire de France – une longue histoire belle, riche, esthétique, unifiée, catholique.

La France est le pays européen le plus ancien. Depuis sa naissance, (le traité de Charlemagne en 843) la chronologie est marquée par des événements catholiques ; également, depuis la naissance de l'Église catholique, la chronologie de l'Église est marquée par des événements en France, comme des apparitions.

St. Denis, le saint patron de Paris qui a converti la France au troisième siècle a été martyrisé à ce qu'on appelle aujourd'hui, Montmartre. Clovis qui a unifié les Francs, s'est converti au Catholicisme. Après sa victoire à la bataille de Tolbiac, il s'est converti au Catholicisme avec 3 000 de ses soldats à Noël 496 parce qu'il a invoqué Dieu pendant la bataille, et a promis de se convertir en cas de victoire. La légende nous dit qu'une colombe a apporté l'huile pour le baptême du ciel. Qui sait ? Mais, il n'y a pas de doute que Clovis a créé le plus fort tribu du monde à l'époque en embrassant le Catholicisme. Pendant que les autres tribus se disputaient, se détruisaient, les Catholiques contre les ariens, la paix d'une religion partagée unifiée les francs (newadvent.org)

De plus, où serait la France aujourd'hui si elle avait perdu la Guerre de Cent Ans ? Sans Jean d'Arc, instruit par des anges de vaincre l'Angleterre, nous ne savons pas comment le cours d'histoire aurait changé. Il me semble que Dieu garde une place spéciale pour la France.

À l'époque où la France était plus forte, elle était plus catholique ; cela est évident même dans l'histoire récente. Au 20^e siècle le Catholicisme et la nation ont commencé à coexister pacifiquement. Charles de Gaulle, Georges Pompidou, et Jacques Chirac tous étaient ouverts vis-à-vis de leur foi catholique ; ils ne cachaient pas leur allégeance à l'Église, leur foi. L'Église a résumé son rôle principal dans la culture, la vie française. Un procureur à Paris a enlevé une affiche de cinéma, du film *The People v. Larry Flynt*, en déclarant que la France est une nation avec des Chrétiens à la base, et il faut garder la moralité (Birnbaum 208). Un climat très différent existait au temps des anthropologues de libres-penseurs, au temps de la déchristianisation, au temps de Jules Ferry.

François Mitterrand, un homme de la gauche, des valeurs modernes, du socialisme, a insisté sur des funérailles catholiques. Ses partisans étaient écrasés, trahis. L'Église a organisé un deuil national avec l'encouragement de Jacques Chirac. La séparation de l'état et l'Église est devenue nébuleuse en ce moment ; une communauté des croyants et non-croyants s'est unifiée, et deux cent ans de conflit a cessé. C'était une identité catholique-républicaine pour la première fois, et bien sûr la question de l'identité a réapparue aux esprits des citoyens (Birnbaum 208-210).

En 1996, un comité national a commémoré l'anniversaire de 1500 ans du baptême de Clovis. Cela était un tribut à l'histoire de la France, dont le Catholicisme joue un rôle important. Un pluralisme culturel se développait où les Catholiques sont ouverts à toutes confessions. L'Église a exigé et accepté une position privilégié dans la nation à l'époque, et avec cela, de temps en temps, elle aidait la nation (Birnbaum 210-211.)

Je préfère mettre l'accent sur l'Église comme guide de la nation. Oui, les Français qui s'appellent catholiques ne pratiquent guère leur religion. Mais ils s'appellent catholiques parce que c'est une tradition qu'ils jugent nécessaire dans leurs vies. Pourquoi ? L'Église, avec ses deux milles ans de sagesse est une fibre de la France que très peu peuvent nier. L'Église est un constant qui relie les citoyens.

Il semble que l'Église pourrait réanimer l'idée de missions pour renouveler le Catholicisme, vraiment la foi catholique en France. Pendant des années, l'Église envoyait des missionnaires pour convertir les Sud-Américains, les Asiatiques, et même les Français (pendant les années 40, 50, et 60). Cela continue même aujourd'hui. Un soutien du gouvernement, ou la présence d'un gouvernement qui ne dissuade pas son peuple de la pratique de la religion, résoudrait le problème. Cela ne semble pas simple, mais quand-même possible.

De plus, l'Église a besoin de coexister avec la modernité. Je ne dis pas qu'elle doit changer le catéchisme, l'interprétation de la bible qui date de deux milles ans. Je suggère humblement qu'une réforme où l'Église activement recrute de nouveaux membres ferait du bien. Pourquoi ne pas traiter la paroisse comme une entreprise ? Faites de la publicité. Vous ne croyez pas ce que nous croyons ? Pas de problème. Nos portes sont ouvertes. Sans prêcher, décrivez la paroisse comme une communauté de citoyens multiculturels, d'individus qui ne sont pas des Catholiques parfaits. Les Églises doivent devenir des centres communautaires – une source pour les familles, les jeunes, les âgés, tous. Avec un peu de chance, la plupart des Français vont sentir qu'ils ont une identité sans ambiguïté, l'identité française catholique, et qu'ils sont partie de quelque chose de grand et merveilleux.

Le Catholicisme souffre en France aujourd'hui. Les causes sont variées, et l'avenir n'est pas certain. La fille aînée de l'Église, surnom de France, est maintenant une vieille amie. Le Catholicisme est en train de disparaître ou peut-être il est juste en évolution. Mais, on ne peut pas penser à la religion en France sans penser au Catholicisme et au fait que la France nous a donné de nombreux saints, des papes, et tant de belles cathédrales. Si la France perd le Catholicisme, elle perdra une grande partie de sa culture. La dernière fois que j'ai visité la France, je suis retournée aux États-Unis avec plus de quatre cents photos. J'ai arrangé une moitié de ces photos dans un album, et je me suis rendu compte qu'un nombre disproportionné était des abbés, des cathédrales, et des églises que j'avais vues. Pour moi, une Catholique américaine, la beauté que je trouve dans le Catholicisme en France est impressionnante et sans égale.

Ouvrages Cités

Barreau, Jean-Claude. La France va-t-elle disparaître ? Paris : Grasset, 1997.

Bentégeat, Hervé. "Les Catholiques Préfèrent Désormais les Temps Forts." Le Figaro 15

Oct 2007. Web. 7 March 2008.

Birnbaum, Pierre. The Idea of France. Trans M.B. DeBevoise. New York: Hill and

Wang, 2001.

Capéran, Louis. Histoire Contemporaine de la Laïcité Française : La Crise du 16 mai à la

revanche Républicaine. Paris : Librairie Marcel Rivière et Cie, 1957.

Dansette, Adrien. Religious History of Modern France. Trans John Dingle. New York:

Herder and Herder, 1948.

Delaruelle E., J.M. Hayden, A. Dansette, "The Catholic Church in France." New Catholic

Encyclopedia 5: (2003) 841-863.

Fouilloux, Etienne. "Eglise catholique et seconde guerre mondiale" Vingtième Siècle.

Revue d'histoire 73 (Jan-March 2002) : 111-124.

Frohle, Bryan T. Gautier, Mary L. Global Catholicism: Portrait of a World Church.

Maryknoll, NY: Orbis Books, 2003.

Hecht, Jennifer Michael. The End of the Soul: Scientific Modernity, Atheism, and

Anthropology in France. New York: Columbia University Press, 2003.

Hervieu-Léger, Danièle. "Religion and Modernity in the French Context: For a New Approach to Secularization." Sociological Analysis 51 (1990): S15-S25.

King, Katie. "Catholic Church in France recruits priests via Facebook." *USA Today* 30 April 2010. 7 Web. March 2011.

Lambert, Yves. "Des changements dans l'évolution religieuse de l'Europe et de la Russie." Revue Française de sociologie 45-2 (2004) : 307-338.

McManners, John. The French Revolution and the Church. New York: Harper & Row, 1969.

Michelat, Guy. "L'identité catholique des Français: II. Appartenances et Socialisation." Revue Française de Sociologie 31:4 (1990): 609-633.

O'Leary. Roman Catholicism and Modern Science. New York: The Continuum International Publishing Group Inc., 2006.

Phillips, Fr. Andrew. "Orthodox Europe on the Spiritual Regeneration of France." *Orthodoxengland.org* July 2002. Web. 3 March 2011.

Robiquet, Jean. La Vie Quotidienne au temps de la Révolution. Paris : Librairie Hachette, 1938.

Rossier, Clémentine, Laurent Toulemon, and France Prioux. "Abortion Trends in France,

1990-2005." *Population (16342941)* 64.3 (2009): 443-476. *Academic Search Complete*.

EBSCO. Web. 22 Apr. 2011.

Samuel, Henry. "France 'No Longer a Catholic Country'." *Telegraph* 1 October 2007.

Web. 3 March 2011.

Walt, Vivienne. "A Shortage of Catholic Clergy in France." *Time* 08 July 2010. Web. 9

March 2011.

Ward, James E. "The French Cardinals and Leo XIII's Ralliement Policy." Church

History: Studies in Christianity and Culture. 33:1 (March 1964): 60-73.